

a succédé au général Lemnitzer le 1er juillet 1969.

Dans chacun des quinze pays de l'Alliance, l'OTAN est accusée d'être soit inutile soit inefficace soit l'instrument des États-Unis et, dans certains cas, tout cela à la fois. Ces critiques n'ont rien de bien neuf, si ce n'est le nombre accru de personnes qui les font. Plus sérieuse pour l'avenir de l'OTAN est l'indifférence qu'affichent la plupart des gens à l'égard de l'état de l'Alliance ou même de sa perpétuation, attitude surtout répandue parmi les petites nations.

Legs du Rapport Harmel

Outre l'indifférence populaire et l'ignorance générale des buts et de la composition de l'OTAN (dont la vulgarisation est confiée à son Service d'information) l'Organisation affronte toute une gamme de problèmes, dont certains n'étaient même pas prévisibles il y a cinq ans. Ces difficultés peuvent se classer sommairement en problèmes politiques et militaires, bien qu'il y ait inévitablement des recoupements dans une organisation politico-militaire. Les problèmes politiques sont pour la plupart urgents et leur solution nécessitera des efforts considérables et une attention des plus soutenue.

Les difficultés les plus nuancées et les moins susceptibles de solution sont nées des objectifs mêmes de l'Alliance, tels qu'ils figurent dans le Rapport Harmel de 1967 sur les tâches futures de l'OTAN. En donnant à la deuxième fonction ou fonction «politique» de l'Organisation, soit celle de «rechercher l'établissement de rapports plus stables susceptibles de favoriser le règlement des questions politiques sous-jacentes», la priorité sur la première qui consiste à «maintenir une force militaire suffisante et une solidarité politique propres à décourager l'agression et les autres formes de pression», le Rapport Harmel établissait de façon formelle que la sécurité allait de pair avec la détente, position qui n'a cessé depuis lors de troubler l'Alliance.

Le maintien de forces défensives tout en encourageant la détente a engendré des divisions qui ont coûté plutôt cher à l'OTAN et à ses membres les plus puissants. Le Rapport Harmel soulignait que les Alliés devaient envisager les questions de désarmement, de méthodes de contrôle des armements ainsi que la «possibilité de réductions équilibrées des forces». Réunis à Reykjavik en juin 1968, les ministres ont présenté une annexe à leur communiqué final, soit une Déclaration sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. L'apparent engagement de l'Ouest à une réduction «équilibrée» des forces répondait à

l'invitation soviétique, lancée deux ans plus tôt, à une Conférence de l'Europe sur la sécurité, de même qu'à l'intention de lier la sécurité de l'Europe centrale (en particulier) au retrait mutuel et équilibré des forces militaires.

La participation à une telle conférence sur la sécurité impliquerait pour les alliés de l'OTAN la reconnaissance *de facto* de la division de l'Europe en deux camps distincts; l'Ouest n'était alors pas disposé à reconnaître les frontières de l'Allemagne de l'Est, mais une conférence sur la sécurité aurait entraîné la reconnaissance de deux Allemagnes séparées. D'autre part, l'Alliance était sensible à une opinion publique qui continuait à prôner la réduction des dépenses militaires servant à assurer la sécurité de l'Europe, et pour laquelle ces questions revêtaient une importance historique. Puisque la réduction des forces semblait inévitable, il s'agissait d'amener l'Est à négocier une réduction analogue et autant que possible équilibrée avant que l'Alliance ne soit contrainte d'agir unilatéralement. Un des principaux facteurs de ce va-et-vient incessant (et croissant) entre 1966 et 1970, est que l'on considérait l'OTAN comme l'unique porte-parole des quinze pays. En réalité, l'OTAN était à la fois poussée vers l'avant et attirée en sens contraire à cause des différences marquées qui ont toujours existé entre les attitudes et les politiques des États membres, particulièrement ceux qui maintiennent des troupes sur le front de l'Europe centrale. Par contre, le rôle de l'Organisation du Pacte de Varsovie était fort simple, se résumant à servir de porte-parole de la politique étrangère soviétique.

Le succès de l'*Ostpolitik* adoptée par l'Allemagne de l'Ouest après 1969 a conduit à la reconnaissance par l'OTAN, et par les États-Unis en particulier, de l'existence politique et géographique de la République démocratique allemande (Allemagne de l'Est). Ce geste supprimait le principal obstacle à l'accord sur la participation à une Conférence générale sur la sécurité en Europe avec les représentants de l'Allemagne de l'Est. En même temps, le gouvernement soviétique se montrait disposé à discuter d'un mode de réduction des troupes, facilitant ainsi à l'OTAN l'acceptation d'une conférence sur la sécurité. La tenue d'une conférence sur la sécurité et de négociations sur la réduction des forces paraissant donc assurée, l'OTAN a commencé au printemps de 1972 à se préparer aux négociations. Toutefois, quand les pourparlers préliminaires sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ont finalement commencé à Helsinki à la fin de novembre 1972, on constata que l'Union